

**AGENCE MONETAIRE DE  
L'AFRIQUE DE L'OUEST (AMAO)**



**PROGRAMME DE COOPERATION MONETAIRE DE LA  
CEDEAO**

***RAPPORT SUR LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE  
2007 – CAP VERT***

***Freetown, juillet 2008***

La situation économique du Cap – Vert à fin 2007 reste bonne même si la croissance économique s’est située en deçà des prévisions et en repli par rapport à celle enregistrée en 2006. Le taux de croissance s’est situé à 6,6% contre une prévision de 6,9%. Malgré le contexte international difficile, l’inflation a décru à 4,5 %. Une analyse sectorielle permet de mieux comprendre la situation économique et financière du Cap – Vert.

## **1 Analyse sectorielle**

### **1.1 Secteur réel**

L’économie cap – verdienne a progressé d’environ 6,6 % en 2007, après une hausse 10,8 % en 2006<sup>1</sup>. Cette croissance qui reste vigoureuse reflète le taux d’exécution relativement élevé du programme d’investissements publics (PIP) des autorités et le dynamisme du secteur privé, soutenus par un important essor du crédit et de l’investissement privé intérieurs, ainsi que par de substantielles entrées d’investissements directs étrangers (IDE).

Le ralentissement relatif de la croissance du PIB en 2007 (6,6 % contre 10,8 % en 2006) s’explique notamment par la dégradation des conditions climatiques. En effet, les pluies sont également restées rares et irrégulières en 2007 pour la troisième année consécutive. Cette situation s’est traduite par la baisse de la production agricole. Ainsi, la production de maïs irrigué, la principale culture de base, a diminué d’un tiers par rapport à 2006, année pendant laquelle cette récolte avait déjà été inférieure de 46 % à la moyenne des cinq années précédentes.

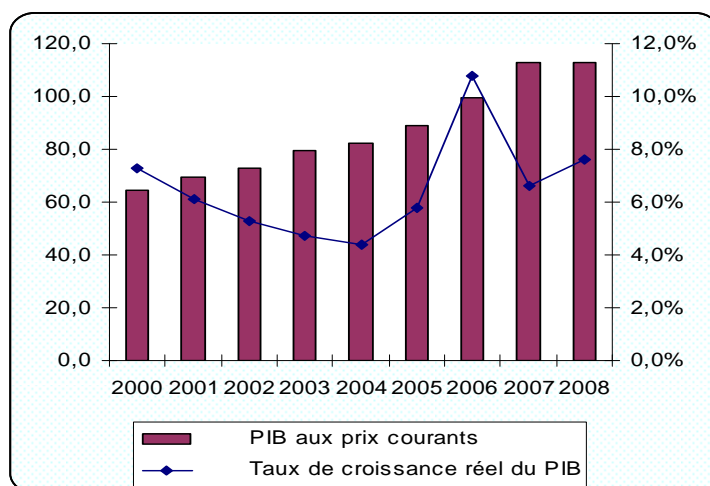
Contrairement à l’agriculture, la pêche commerciale affiche un très fort potentiel d’expansion, particulièrement depuis que l’Union européenne a levé, en 2005, son interdiction d’importer du poisson cap - verdien. Deux grandes zones de pêche internationales entourent les îles du Cap-Vert, éparpillées sur près de 630 000 kilomètres carrés d’un océan qui renferme en abondance poissons et crustacés. La pêche tient une grande place dans les exportations du pays mais, les méthodes traditionnelles continuant d’être utilisées, elle ne représente qu’environ 1 % du PIB.

Quant aux services, le commerce, les transports, le tourisme et l’administration publique ont contribué à plus de 74 % du PIB en 2006. Le tourisme constitue le premier vecteur de croissance et offre des perspectives considérables pour une diversification plus poussée. Le Cap-Vert devient une destination touristique de plus en plus prisée. Son secteur du tourisme connaît un essor rapide (+12,7pourcent entre 2000 et 2003, et +15,6 pourcent de 2004 à 2007. Le tourisme représente 18,3 % du PIB en 2006, et emploie 53 000 personnes.

Concernant le secteur du bâtiment, il compte de nombreuses petites entreprises opérant dans l’immobilier résidentiel ou commercial, ainsi que plusieurs grands groupes en charge surtout des projets d’infrastructures. Le BTP a porté sa part dans le PIB de 7,7 % en 2004 à 9,3 % en 2006. Sa croissance tire celle de l’ensemble de l’économie ; elle provient pour l’essentiel du développement du tourisme, mais aussi, dans une large mesure, de la mise en œuvre du PIP.

---

<sup>1</sup> Perspectives économiques en Afrique (FMI)

**Graphique 3.53** : Evolution du PIB nominal et du taux de croissance réel

Source : BCV, FMI, AMAO

Suivant son emploi, la croissance économique de 2007 s'est répartie entre les différentes composantes de la demande finale selon le tableau ci-dessous.

En 2006, l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation s'était accélérée, passant à 6 pourcent sous l'effet du renchérissement des denrées alimentaires et des hydrocarbures, après s'être limitée, en moyenne, à 1 % entre 2001 et 2005. Dans le cas des produits alimentaires, le renchérissement s'est expliqué par le déficit pluvial et par l'envolée des cours internationaux. Les prix des produits pétroliers avaient, eux aussi, subi d'amples ajustements à la hausse en raison également de l'envolée des cours internationaux. Par contre, en 2007, l'inflation a baissé à 3,4 % malgré un léger assouplissement de la politique monétaire, la BCV (Banco Central de Cabo Verde) ayant abaissé de 15 à 14 % le coefficient de réserves obligatoires. La chute de l'inflation s'explique par la baisse des prix des produits alimentaires frais et la réduction temporaire du taux de la TVA pour certaines catégories de biens de consommation.

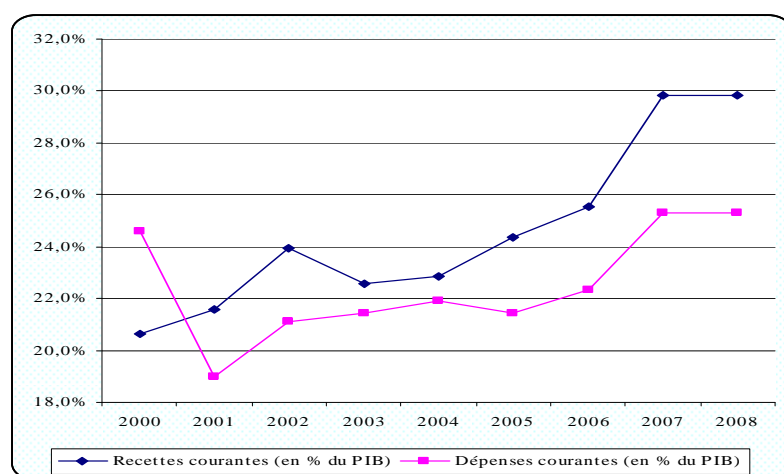
## 1.2 Finances publiques

Après s'être dégradée en 2006, le solde budgétaire global du Cap – Vert s'est nettement redressé en 2007, se traduisant par un léger déficit qui devrait rester à un niveau analogue en 2008 et 2009. Le budget de l'État reste en grande partie financé par l'aide publique au développement (APD). Il convient de noter également que le Cap-Vert a renforcé sa fiscalité avec des réformes et un recouvrement plus efficace. Ses recettes fiscales ont augmenté, passant d'environ 17 % du PIB en 1999 à quelque 23 % en 2006 et 2007. Les recettes totales ont été également revigorées par les revenus exceptionnels procurés. Cette hausse est notamment due aux recettes non récurrentes qui proviennent de la privatisation de près de 30 entreprises publiques. Il y a également le fait d'une réforme qui vise à rationaliser la législation fiscale et élargir l'assiette de l'impôt en harmonisant les incitations, les exonérations, ainsi que les taxes à l'importation et à la consommation. Les dons restent également une importante source de recettes publiques. Ils ont représenté environ 6 % du PIB en 2006 et 2007. Avec les prêts étrangers, ils financent quelque 80 % du PIB. L'amélioration de la gestion des dépenses publiques a renforcé la confiance des donateurs, entraînant un relèvement de l'aide budgétaire qui est passée de 4 % du budget total en 2006 à 7 % en 2007.

En ce qui concerne les dépenses totales et prêts nets, ils se sont chiffrés à 34 pourcent du PIB en 2007, soit un léger recul par rapport à 2006 (35,5 %). Ces contractions ont ramené le déficit budgétaire global (dons compris) à 2,3 % du PIB en 2007, contre 4,6 % en 2006. Le Cap-Vert est fortement tributaire des

importations d'hydrocarbures, et il encadre les tarifs de ses services publics par des subventions à la consommation d'électricité. Le budget de l'État risque donc de pâtir du renchérissement international des hydrocarbures.

**Graphique 3.54** : Evolution des recettes et dépenses courantes



Source : BCV, FMI, AMAO

En ce qui concerne la dette, selon une récente étude du FMI et de la Banque mondiale consacrée à la soutenabilité de la dette, le Cap-Vert continue d'afficher un faible risque de défaut de paiement. Il a pour objectif d'atteindre et de maintenir un ratio de la dette publique équivalant au maximum à 70 % du PIB (72,4 % en 2006), tandis que le ratio de la dette intérieure devrait se stabiliser au tour de 20 % du PIB d'ici fin 2008 (contre plus de 33 % fin 2005).

Dans le cadre de ses efforts visant à apurer les arriérés de paiement de l'administration centrale et locale, les autorités ont entrepris de verser aux compagnies pétrolières (Shell Oil notamment) une partie des anciennes subventions dues pour les Livraisons de carburant à Electra, la compagnie nationale de l'électricité et de l'eau. L'ensemble de ces arriérés de subventions sera réglé en trois tranches d'ici 2009.

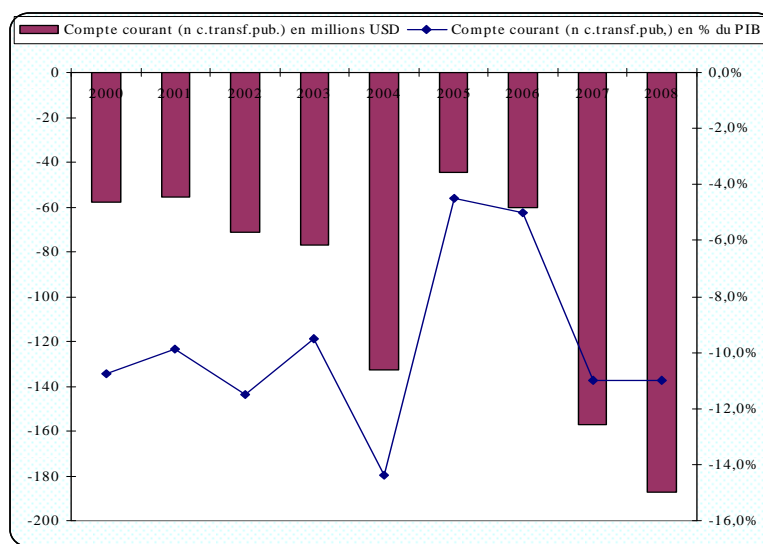
### 1.3 Secteur extérieur

En 2007, les principaux partenaires commerciaux du Cap-Vert étaient le Portugal, les Pays-Bas, la France, le Brésil, l'Espagne, l'Italie et la Suède. Les importations cap - verdiennes proviennent surtout du Portugal, avec près de 45 % du total en 2007. Viennent ensuite les Pays-Bas, avec 16 %. Le Portugal est aussi le premier importateur de produits cap - verdiens, devant l'Espagne ; il absorbe plus de 50 % des exportations de l'archipel. Cependant, et même si les pays de la zone euro resteront ses principaux partenaires, le Cap-Vert cherche à intensifier la coopération Sud-Sud, surtout avec le Brésil et la Chine, ainsi que, à moyen terme, avec l'Afrique du Sud, l'Inde et le Nigeria.

D'après les estimations, le déficit des comptes courants s'est creusé en 2007 et s'est rapproché de son niveau historique, principalement en raison du tassement de la croissance des exportations de marchandises et des envois de fonds des travailleurs émigrés. Sur 2008 et 2009, ce déficit devrait se réduire progressivement. Le déficit structurel des comptes courants s'explique par la forte dépendance du pays vis-à-vis des importations de marchandises, qui représentent un volume considérable par rapport à celui des exportations. Si les exportations de poisson, qui entraînent pour environ 14 % dans le total exporté en 2006, se développent rapidement, en revanche les activités de réexportation de

combustibles vont rester très faibles, notamment du fait des problèmes de gestion et des difficultés techniques liées à deux entreprises, Enacol and Shell, qui ne stockent pas des produits adéquats. Le déficit du commerce de marchandises restera stable mais, étant donné la vitalité des recettes touristiques, l'excédent des échanges de services va très fortement augmenter. Le déficit du commerce des biens et des services est financé par l'investissement direct étranger, par l'aide étrangère et par les envois des travailleurs émigrés. Ces derniers forment une importante diaspora d'environ 700 000 personnes.

**Graphique 3.56** : Evolution du compte courant



Source : BCV, FMI, AMAO

La dette extérieure publique du Cap-Vert avait nettement gonflé entre 1997 et 2001, sous l'effet de la réduction des dons et des prêts accordés à des conditions de faveur. Sa part dans le PIB est ensuite retombée à 48 % en 2006, contre 56,5 pourcent en 2001. Sur la même période, le ratio du service de la dette extérieure publique sur les exportations de biens et services est tombé de 14,2 % à 5,7 %. La Banque mondiale (via l'Association internationale de développement – IDA) est le plus gros créancier multilatéral devant le Fonds africain de développement et le Portugal, le principal prêteur bilatéral. La dette extérieure totale, qui inclut la dette du secteur privé, suit la même trajectoire. Sa part dans le PIB est descendue à 63 % en 2006, contre 71,2 % en 2001, et le ratio du service de la dette sur les exportations est passé de 15,8 % en 2001 à 11,7 % en 2006. La notation des emprunts du Cap-Vert témoigne de l'amélioration de la solvabilité du pays, qui affiche un faible risque de défaut de paiement.

#### 1.4 Secteur monétaire

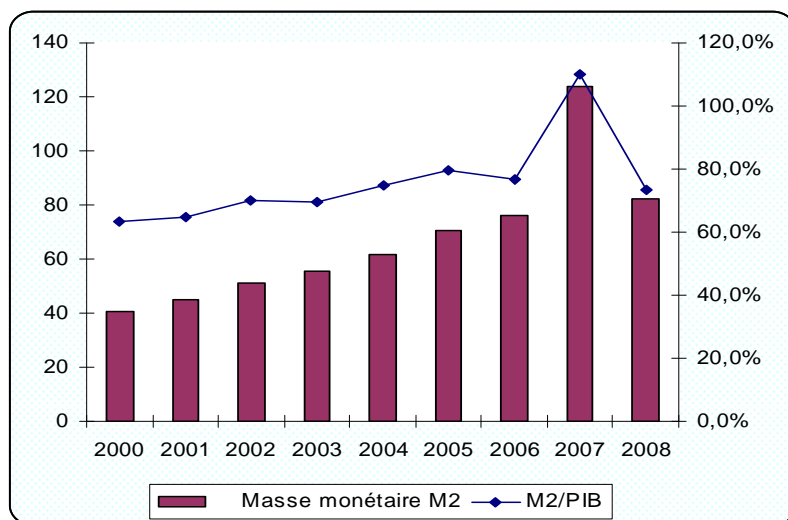
En 2006 et 2007, la banque du Cap-Vert (Banco Central de Cabo Verde – BCV) a eu pour objectif d'améliorer la crédibilité du régime de change, dans lequel l'escudo cap-verdien est ancré sur l'euro en vue d'endiguer l'inflation. Étant donné l'importance des envois de la diaspora et leur sensibilité aux écarts de taux d'intérêt, la BCV devrait prochainement relever son taux principal d'environ 0,5 % pour suivre l'évolution du taux de refinancement de la Banque centrale européenne.

Les réserves internationales brutes atteignaient plus de 2,9 millions CVE fin 2007 (contre 2,1 millions CVE en 2006), soit l'équivalent de 3,2 mois d'importations. Bien que le Cap-Vert n'ait pas libéralisé son compte de capital, il encourage l'IDE en simplifiant les procédures d'enregistrement (les investisseurs restent simplement tenus de notifier à la BVC la façon dont ils comptent placer leurs fonds) ; il exonère à 100 % les dividendes des cinq premières années (le taux d'imposition est ensuite de 10 pourcent) et

les dividendes et les revenus réinvestis sur place, ainsi que les amortissements et les intérêts ; il autorise enfin les investisseurs étrangers à acquérir des parts dans les sociétés privatisées.

Il convient de rappeler aussi que même s'il y a une loi votée en mai 2002 interdisant à la banque centrale de financer le déficit budgétaire, le Cap-Vert n'a pas été contraint ces trois dernières années de monétiser le déficit budgétaire de son administration centrale en faisant appel à la BCV, grâce essentiellement à l'aide budgétaire globale apportée par les donateurs et parce que la vente d'obligations du trésor (venant à maturité jusqu'en 2014) a permis de dégager les ressources financières nécessaires.

**Graphique 3.55** : Evolution de la masse monétaire



Source : BCV, FMI, AMAO

## 2 Performance au titre de la convergence macroéconomique

Dans l'ensemble, les performances de l'économie cap - verdienne sont encourageantes à fin 2007. Le niveau de performance d'ensemble s'est amélioré en passant de quatre (04) critères réalisés à fin décembre 2006 à cinq (05) critères réalisés à fin 2007. (Tableau ci-dessous).

**Tableau 3.22: SITUATION DE LA CONVERGENCE DU CAP VERT**

	Norme	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008*
<b>Critères de premier rang:</b>										
i) Déficit Budgétaire/PIB	≤ 4%	15,0	9,0	11,1	9,0	7,6	12,7	8,6	11,8	11,5
ii) Taux d'inflation	≤ 5%	-1,1	4,2	3,0	-2,3	-0,3	1,7	5,8	3,4	6,0
iii) Financement BC	≤ 10% RF n-1	59,3	0,1	20,7	6,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
iv) Reserves brutes de change	≥ 6 mois Imports	2,9	4,0	4,0	3,6	4,3	3,2	3,8	3,7	4,0
<b>Critères de second rang</b>										
i) Recettes fiscales/PIB	≥ 20%	17,3	18,7	19,7	18,6	19,6	21,0	23,0	22,8	23,9
ii) Masse Salariale/Recettes fiscales	≤ 35% RF	57,3	50,6	48,3	55,4	48,0	57,6	50,4	47,8	42,7
iii) Investissements interes/Recettes	≥ 20% RF	4,4	6,2	4,9	5,1	4,9	10,2	10,2	7,2	7,8
iv) Taux d'intérêt réel	> 0	4,3	3,7	4,9	8,7	6,6	3,6	3,6	5,3	4,6
v) Stabilité du Taux de change réel	± 5%	-8,8	-3,9	5,4	20,1	12,5	-2,5	1,7	0,8	-0,8
<b>Nombre de critères respectés</b>		2	4	2	3	3	5	4	5	4

: Données du FMI; estimations (\*) et les prévisions (\*\*).

Source

### 3 Perspective 2008

Les perspectives de l'économie cap verdienne sont bonnes. La croissance sera soutenue dans les prochaines années par les mesures macro-économiques et structurelles prévues dans le plan national 2006-10, ainsi que par l'Instrument de soutien à la politique économique (ISPE) du Fonds monétaire international (FMI) pour la période 2006-09, et par le cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) 2008-10. L'inflation annuelle moyenne a décru à 4,5 % en 2007 contre 6 % en 2006, et elle devrait être inférieure à 3 % en 2008. La politique budgétaire à moyen terme du Cap-Vert vise à préserver la stabilité macroéconomique, à renforcer la fiscalité et à favoriser l'investissement public. Le cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) pour 2008-10 a été validé. Il convient de noter également que depuis décembre 2007, après plus de sept années de négociations, le Cap-Vert est devenu le 152ème membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Pour ses produits industriels, il a accepté une consolidation tarifaire à des taux allant de 0 à 55 %. Certaines consolidations impliquent des réductions progressives jusqu'en 2018, ce qui portera le taux le plus élevé à 15 % en moyenne. Quant aux produits agricoles du Cap-Vert, ils feront l'objet d'une consolidation tarifaire à un taux moyen d'environ 19 %. Le pays a également pris certains engagements afin de faciliter l'accès à dix segments du secteur des services et à un large éventail d'autres branches.

### 4 Conclusion et recommandations

Au total, le PIB en volume du Cap-Vert continue de croître à un rythme supérieur à celui de la moyenne de l'Afrique subsaharienne. Depuis 2004, année éprouvante pour l'agriculture de l'archipel, ce taux de croissance est largement soutenu par un environnement politique sain. En 2008 et 2009, le PIB en volume devrait encore augmenter de respectivement 7,6 % puis 7 %. D'ailleurs depuis décembre 2007, le Cap-Vert a cessé de faire partie des pays les moins avancés (PMA) selon les informations des perspectives économiques en Afrique.

Cependant, malgré ces progrès impressionnants, le pays est toujours confronté à de graves problèmes structurels dont il doit prendre en compte dans la répartition de la croissance. Il s'agit du chômage massif, pour l'essentiel structurel (18,3 % en 2006), de la persistance d'un taux de pauvreté relativement élevé, de la qualité médiocre des services proposés par les entreprises publiques et privées, de la pénurie de main d'œuvre qualifiée et de l'inadéquation des infrastructures. Il y a également l'état géographique du Cap-Vert (plus de dix îles et huit îlots) et son climat aride de type sahélien qui doivent être pris en compte dans la politique de développement du pays.

D'autres recommandations sur les aspects moins structurels doivent être également pris en compte :

1) Moderniser la pêche, qui tient une grande place dans les exportations du pays et les méthodes traditionnelles continuant d'être utilisées. En même temps prêter plus d'attention à la rareté de l'eau potable sur l'archipel volcanique, le dessalement de l'eau de mer, procédé relativement coûteux, jouera donc un rôle toujours plus important.

2) Diversifier les sites touristiques et mettre en place des politiques qui permettent d'augmenter les retombées du tourisme au niveau local car jusqu'à ce jour cette activité se concentre sur quelques grands sites et les produits consommés par les touristes sont essentiellement importés, si bien que les marchés locaux en profitent peu.